**Une éducation populaire toujours émancipatrice**

*Les expériences des militant-e-s de la Fédération anarchiste (FA)*

**Précisions**

Avant même d’évoquer les nouvelles expériences libertaires de l’Education populaire, il convient de réaffirmer certains principes essentiels à sa définition. Pour moi, toute activité se réclamant de l’Education populaire (EP ou Educ-pop) doit s’inscrire dans un principe émancipateur tant du point de vue individuel que collectif. Dans le cas contraire, l’action ne relève pas de l’EP mais d’autres registres comme la charité (nécessairement bien ordonnée), le soin (le care), l’œuvre de fondations, etc. De plus, elle se doit d’être militante et bénévole car à terme, professionnalisation et salariat liés au « subventionnisme »[[1]](#footnote-2) public ou privé la détourne de ses valeurs comme l’a énoncé Geneviève Poujol. Cette tendance lourde conduit en effet à sa « dépolitisation » et à son « instrumentalisation » voire à des formes de trahison comme l’engagement et le soutien de plusieurs fédérations nationales d’Education populaire au projet de service national universel (SNU). Projet gouvernemental qui *de facto* vise à encadrer la jeunesse dans un mouvement de militarisation de la société et qui n’est pas sans rappeler les chantiers de jeunesse du gouvernement de Vichy.

Quant aux universités populaires, largement réactivées depuis quelques années, l’accès doit être gratuit et volontaire, sans prérequis de formation ou de diplôme. Autrement dit sans filtre et sans discrimination. Par ailleurs, comme Geneviève Poujol, je pense que souvent « ceux qui se réclament de l’éducation populaire n’en font plus et que ceux qui en font ne s’en réclament pas » (2000, p. 21) comme l’a bien montré un petit livre publié en 2010 : *10 raisons d’aimer [ou pas] l’éducation populaire* en particulier les chapitres consacrés à Act-Up ou à jeudi noir.

Je partage par ailleurs l’approche de Jean-Rémi Durand-Gasselin de Peuple et culture (interview de 2005) : L’éducation populaire « c’est se retrouver sur une éthique commune qui implique « des façons de faire et des prises de décisions collectives, sollicitant la participation de tous et visant des idéaux généraux humanistes de partage du pouvoir, du savoir, et de l’avoir »[[2]](#footnote-3).

Définition qui s’inscrit dans la tradition éducationniste des Bourses du travail et des propos de Fernand Pelloutier qui déclarait en 1898 : « ce qui lui manque [à l'ouvrier], c'est la science de son malheur ; c'est de connaître les causes de sa servitude, c'est de pouvoir discerner contre quoi doivent être dirigés ses coups »[[3]](#footnote-4) telle est la mission de l’Éducation populaire, celle d’hier et celle d’aujourd’hui.

**Trois expériences d’éduc-pop en milieu libertaire**

***Un processus de transformation***

La Dionyversité et ses évolutions s’inscrivent dans une double filiation. D’abord, celle des Universités populaires. Elle a d’ailleurs repris une partie de l’appellation de la première UP : *La coopération des idées* fondée 1899 à Paris l’initiative de l’anarchiste Georges Deherme et du philosophe Gabriel Séailles suite à l’Affaire Dreyfus. Comme celle de 1999, la Dyonyversité se proposera de traiter en autres thèmes :

« En collaboration avec des amis savants et artistes les questions qui doivent intéresser ceux qui dont les aspirations se résument ainsi : science, art, liberté et coopération »[[4]](#footnote-5).

Ensuite, celle du premier commerce coopératif qui date de 1835. Il est né à Lyon. Plus précisément sur les pentes de la Croix-Rousse, à l’initiative de Michel-Marie Derrion, sur le territoire des Canuts, ces ouvriers de la soie aux pratiques sociales avancées. Suivi en 1844 par les pionniers de Rochdale qui fondèrent le mouvement coopératif moderne dans le Lancashire, en Angleterre, dans le but de fournir une alternative abordable aux denrées alimentaires et aux vivres de mauvaise qualité et frelatés auquel s’ajoute aujourd’hui l’idée d’un boycott des grandes surfaces alimentaires

L’Université populaire de St-Denis fut à l’initiative de deux militants du groupe libertaire Henry Poulaille (FA). Elle avait pour objectif d’être à la fois un lieu de culture populaire et une mise à l’épreuve d’un anarchisme en actes comme le seront par la suite les actions plus pragmatiques qu’ils développeront. Après plusieurs années de fonctionnement sur le mode traditionnel des conférences débats à la Bourse du travail et face à une demande insistante d'un groupe de dionyversitaires (demande de Faire et pas seulement d'Apprendre), les animateurs de la Dionyversité (Université populaire de St-Denis)[[5]](#footnote-6) considérèrent que c'était l'occasion de renouveler leur approche d’une Educ-pop émancipatrice débutée en 2008. Ils développèrent dès lors une approche plus pragmatique et d’un premier abord moins conceptuel. Ils concentrèrent leur activité tout d’abord par la création, le développement et le renforcement d’une AMAP **(**Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne) au travers de laquelle la conscientisation se ferait dans et par l’action. En effet, au-delà d’une consommation plus saine, les adhérents pouvaient découvrir des modes de productions agricoles, de nouveaux produits, l’intérêt réciproque des circuits courts tant pour le producteur que pour les consommateurs, procéder à des échanges culturels dans le cadre de partage des recettes… En bref, acquérir des savoirs de toute nature : géographiques, économiques, écologiques…

De plus, l’AMAP permettait de développer une nouvelle convivialité comme autrefois les Bourses du travail, de nouvelles solidarités (don à une association des paniers non récupérés), le travail en groupe (élaboration et distribution des paniers) et la prise de responsabilité en usant de la possibilité de trouver et de faire livrer de nouveaux produits résultat d’une initiative individuelle. Fort de la réussite de cette première expérience collective (250 paniers par semaine), il fut décidé de mettre en place, en parallèle, une, puis plusieurs coopératives alimentaires autogérées. Autre initiative pragmatique qui, au-delà de pouvoir bénéficier de produits de qualité à prix coûtant, permettait d’engager une critique radicale de la grande distribution lucrative et de ses fonctionnements. Même principe que pour l’AMAP, chacun est responsable individuellement et peut initialiser l’achat de tel ou tel produit, d’abord à l’essai, puis en permanence si celui-ci est « adopté » par le collectif des coopérateurs. Un principe fort a été discuté et adopté afin d’éviter toute dérive mercantile : pas de permanent, pas de salarié. Le fonctionnement des coops ne reposant que sur le militantisme et le bénévolat.

À travers cette nouvelle expérience et afin d'avancer dans le cadre d'une réflexion et une pratique libertaire, les coopératives se sont structurées autour du rapport entre « individu » et « collectif » : le collectif ne doit pas nuire l'individu, en contre parti l'individu ne doit pas pouvoir bloquer le collectif. Question centrale et historique de l’anarchisme qui le distingue radicalement des autres formes du socialisme ou bien souvent l’individu compte pour peu et le collectif pour tout.

Pour se faire, il y a refus de la forme traditionnelle de l'association type loi 1901 (Président-e, bureau, AG) au profit de réunions totalement ponctuelles, spontanées et non institutionnelles. À l'issue de ces réunions un petit collectif ou un individu peut lancer une expérimentation qu'il mettra en application. Cette expérimentation rentrera dans les mœurs si elle fonctionne, sinon, un autre groupe ou individu lancera une nouvelle expérimentation pour gérer l'évolution du collectif. À aucun moment il n'y aura une validation de la part de l'ensemble du collectif. Par principe, on peut faire sans détruire puisque l'on veut évoluer ensemble et ajouter à l’existant. Ce fonctionnement permet d'affirmer le principe de la responsabilité individuelle dans un collectif et la libre possibilité d’initiative.

Au travers de cette expérience, c’est sans doute l’apprentissage essentiel de ceux et celles qui participent soit à l’AMAP, soit aux coops : l’apprentissage direct de l’autogestion. L’expérimentation démontre que non seulement, l’autogestion est possible, mais aussi qu’elle est riche de développement individuel et collectif. En bref, comme le proposait Chris Marker à propos de l’autogestion à LIP : « puisqu’on vous dit que c’est possible ». Ces expériences pragmatiques d’éducation populaire contribuent à faire prendre conscience qu’une société d’ordre moins le pouvoir, pour reprendre une formule d’Elisée Reclus[[6]](#footnote-7), est envisageable *hic et nunc*.

Ainsi, pour la Dionyversité, ce recours au pragmatisme (révolutionnaire) est un changement de cap assumé qui ne remet en rien en cause le projet d’éducation émancipatrice : les modalités évoluent, le projet demeure.

Cette évolution permet d’accéder à d’autres savoirs, plus sociaux et moins conceptuels mais peut-être plus efficaces, à terme, pour engager de nécessaires processus d’émancipation. C’est sans doute aussi une manière d’élargir les lieux et les occasions d’éducation populaire, sans nier l’importance d’autres initiative comme les Universités Populaires (UP). C’est à coup sûr ancrer des savoirs sociaux dans la pratique au-delà du seul discours des sachants.

Une autre expérience parisienne, celle-ci, l’Université populaire et libertaire du 11è arrondissement qui fonctionne maintenant depuis 2015. Elle est animée par un groupe de militant-e-s du Groupe Commune de Paris de la Fédération anarchiste dont l’essentiel de l’activité est tournée vers l’éduc-pop (émissions sur Radio libertaire, organisation de colloques militants) et cette UP. Dans un premier temps, une fois par mois en soirée, l’UP proposait soit la projection d’un documentaire à dimension sociale suivi d’un débat soit une rencontre/discussion avec un-e auteur-e autour de son livre. Initiative autour d’un documentaire s’inscrivant, sans la dimension de production de film, dans la tradition du *Cinéma du peuple[[7]](#footnote-8)* à l’initiative de quelques anarchistes dans les années 1910 qui dénonçaient les films commerciaux aliénants à leurs yeux sans nier, pour autant, la possible utilisation du cinéma comme outil d‘éducation et d’émancipation. Plus précisément,

« l’idée de la coopérative du Cinéma du Peuple prend forme lors du premier congrès national de la Fédération communiste anarchiste révolutionnaire (FCAR) qui se déroule du 15 au 17 août 1913, à la Maison des Syndiqués de la rue Cambronne (Paris). Un comité de discussion se rassemble autour d’Yves Bidamant,[[8]](#footnote-9) Sébastien Faure, Jean Grave, Gustave Cauvin,[[9]](#footnote-10) Robert Guérard [[10]](#footnote-11)et Charles-Ange Laisant, pour traiter du cinéma comme possible moyen d’éducation et d’émancipation des classes populaires. Si certains estiment que la Presse et les ouvrages restent les meilleurs moyens de faire passer l’idée, la majorité des militants voit dans le film une opportunité bien plus considérable. C’est ce dont témoigne Bidamant dans *Le Libertaire* du 20 septembre 1913 » [[11]](#footnote-12).

 il écrit :

 « Un soir, quelques amis se sont rencontrés. Il y avait dans cette réunion quelques bons militants parisiens, et nous avons parlé du « Ciné » et de son emprise funeste sur le cerveau du Peuple. Les « Nick Carter », les « Fantômas » et autres produits débités par tranche chaque soir dans les cinémas des faubourgs, passèrent un mauvais moment. « Mais le remède ? » dit quelqu’un. Le remède, ou plutôt le contre-poison, est de faire du cinéma nous-mêmes, de créer par nous et pour nous des films et de défendre nos idées de justice sociale par l’image »[[12]](#footnote-13).

À la suite d’une réunion collective, sans abandonner les soirées « cinéma », il fut décidé par les militant-e-s du Groupe Commune de Paris d’enrichir le processus et d’organiser au même rythme, à d’autres moments une autre forme d’accès au savoir. Il fut donc adopté l’idée d’organiser des « causeries populaires » un peu sur le mode en rupture avec les UP d’alors.

Les anarchistes furent associés souvent à d’autres courants dans le cadre de l’éducation populaire, mais les Causeries populaires furent à leur seule initiative, plus particulièrement à celle de Libertad et de Paraf-Javal, tous deux se réclamant du courant individualiste. Gaetano Manfredonia, qui a étudié précisément ce mouvement, explique les raisons de la création de ces Causeries en parallèle aux UP.

Libertad et Paraf-Javal[[13]](#footnote-14) « dans un premier temps […] trouvèrent au sein des Universités populaires (UP) le support idéal pour la diffusion de leurs idées. Mais, devant le succès grandissant de leur propagande, ce cadre apparut de plus en plus inadapté. L’enseignement tel qu’il était imparti aux UP n’avait rien de spécifiquement libertaire et restait fortement didactique et spécialisé. De plus, les anarchistes de tendance individualiste, surtout parmi ceux qui avaient fait un très bon accueil à ces initiatives, se montrèrent de plus en plus rétifs devant le formalisme bourgeois des UP et ils étaient peu disposés à payer des cartes et des cotisations. C’est alors que germa l’idée d’organiser, à côté des UP, des “Causeries” entièrement libres où les compagnons viendraient écouter des conférences à leur gré, sans aucune obligation, et où le formalisme de l’enseignement serait remplacé par la franche camaraderie »[[14]](#footnote-15).

Comme les causeries animées par Libertad et Anna Mahé sur la butte Montmartre à Paris dans le 18e arrondissement de Paris. L’idée des militant-e-s était et est la suivante : dépasser le discours savant des clercs et s’autoriser à prendre la parole en petit groupe avec ou sans préparation. Comme au temps du journal *L’anarchie* (1905-1914), les animateurs annoncent sur les sites d’informations militantes le thème choisi et le préparent. De leur côté, les futurs acteurs-prosateurs y viennent librement. A l’heure dite le débat s’engage en toute liberté autour du thème du jour. L’intérêt de la démarche c’est de permettre une meilleurs et réelle expression des participant-e-s hors de la discussion conventionnelle de fin de conférence. Du point de vue des savoirs émis et produits, en règle générale, sans toucher au génie, ils sont satisfaisants même si quelque fois des représentations approximatives se glissent dans les échanges. Glissements souvent mis en débat à leur tour ce qui permet alors une déconstruction des dites représentations et l’apport de précisions. Cette manière de faire de l’éducation populaire facilite l’accès au savoir et au débat de personnes « moins cultivées » souvent absentes ou rares dans les pratiques et la présence dans les universités populaires.

Deux expériences déjà bien ancrées dans les pratiques sociales sans pour autant être figées, leurs militant-e-s toujours critiques de leurs propres actions veillent à toujours être en mesure de les faire évoluer.

Autre expérience encore plus significative, de l’implication des anarchistes dans l’Education populaire : Radio libertaire[[15]](#footnote-16) dont on a fêté les 40 ans en septembre 2021. Initiative plus inédite même si elle eut quelques précédents en particulier durant la Révolution espagnole (1936-1939) comme le rappelle Michel Froidevaux :

« La propagande anarchiste utilisa le puissant moyen de la radio, alors peu répandue […]. Dans un pays où de larges couches de personnes ne maîtrisant pas l’écriture le moyen radio phonique offrait des ressources particulières. À la fin juillet 1936, le bureau d’information et de propagande de la CNT-FAI monta un original service de Radio ambulante dirigé et animé par Jacinto Toryho[[16]](#footnote-17) ».

On pouvait lire en juillet 1936 dans le *Boloten de informacion CNT-FAI* du 27 juillet :

« Depuis la radio ambulante, nous orientons les habitants barcelonnais sur les problèmes actuels, nous donnons des informations de la marche des milices antifascistes par les terres d’Aragon »[[17]](#footnote-18).

Elle aussi fut à l’initiative de mitant-e-s de la Fédération anarchiste. Dès ses débuts, elle fut une radio sans dieu, sans maître et sans publicité et promut la chanson française de qualité et si possible conscientisante. Elle est de fait une radio d’éducation populaire tant par sa programmation politique et culturelle (plus de quatre-vingts émissions) que par ses fonctionnements.

Les émissions sont de toute nature[[18]](#footnote-19) et toujours de sensibilité libertaire, seule condition pour prétendre à un temps d’antenne. Ainsi elles traitent de la BD, de la littérature, du cinéma, du théâtre, du jazz, du blues… en bref de toutes les modalités de l’expression culturelle. Mais aussi de ce qui relève des mobilisations sociales comme le pacifisme et l’antimilitarisme, les luttes anti-nucléaires et environnementales, du féminisme, du syndicalisme et bien sûr des différentes facettes de l’anarchisme, etc. Elle abrite par ailleurs les espérantistes[[19]](#footnote-20), la LDH (Ligue des Droits de l’Homme) et trois émissions consacrées à l’éducation, celle du collectif N’autre école, celle de Lycée autogéré de Paris (Radio LAP) et celle des enfants des écoles d’Ivry-sur-Seine : Radio cartable.

Il s’agit bien là d’un outil d’éduc-pop où d’aucun-e-s apprennent à parler, interviewer, échanger, commenter, préparer, programmer, planifier, analyser, réfléchir… En d’autres termes, elle est une occasion d’exercer son droit à l’expression et la possibilité de manifester son engagement social pour l’émancipation. Pour d’autres, Radio libertaire permet d’acquérir des compétences techniques en studio : mixage, gestion des sons, montage, petit entretien électronique…

De l’autre côté des micros, du côté des auditeurs et auditrices, par les contenus qui sont diffusés en continu, elle fait entendre une autre voix et elle facilite l’accès à des espaces culturels et politique souvent ignorés, voire boycottés par les grands diffuseurs : chaines de radio et de télé, journaux et magazines… Elle se veut aussi être une contre-voix face aux fausses nouvelles répandues à l’envi sur les réseaux dits sociaux par les complotistes de toutes obédiences.

En bref, quarante ans d’une belle aventure d’Education populaire radiophonique, celle d’une radio libre et qui a su le rester.

***Un avenir radieux pour l’EP ?***

Lors d’un débat récent sur les universités populaires[[20]](#footnote-21) avec Annick Stevens animatrice de l’université populaire de Marseille sur Radio libertaire, nous sommes arrivés à la même conclusion. Elle, compte tenu de son analyse de la dégradation et des carences du système scolaire et des enseignements universitaires, moi en m’appuyant sur mes constats quant à la centration de la formation des adultes sur l’emploi et au renoncement à l’éducation permanente suite aux lois de 2004 et de 2018[[21]](#footnote-22). L’Education populaire selon nous doit relever le défi et ses acteurs s’employer à mettre en place des alternatives éducatives afin de redonner de l’espace à l’esprit critique, au doute en contre point du prêt à penser. Double dimension de plus en plus écartée de l’éducation formelle toujours plus encline à l’utilitarisme, à la professionnalisation, à la production de compétences au service exclusif des organisations de travail. Il va de soi qu’un tel avenir ne sera possible que si l’engagement militant actuel autour de l’EP se renforce et si ses structures et ses initiatives se démultiplient. Sans cela l’éducation populaire émancipatrice restera marginale et l’EP institutionnelle un instrument docile au service des pouvoirs.

Il convient donc de se réapproprier cet outil qu’est l’éducation populaire afin de lui redonner sa puissance libératrice en respectant quelques principes de base : gratuité, solidarité, partage, action collective, esprit critique et éducation volontaire…

Comme les anarchistes le préconisaient déjà au XIXe siècle, pour construire une société autogérée il est impératif de se doter d’outils autogérés. Ce qui fut vrai en matière de pédagogie libertaire et d’écoles l’est aussi pour l’éducation populaire dont le renouveau s’impose.

**Bibliographie, filmographie sommaire**

Cerqueus Damien, Lavalley Mikaël, 2010, *10 raisons d’aimer [ou pas] l’éducation populaire*. Paris, Editions de l’Atelier

Collectif, 2012, *Education populaire, une utopie d’avenir*, Barcelone, LLL/Horschamp

Froidevaux Michel, 2022, *Les Avatars de l’anarchisme, la révolution et la guerre en Catalogne (1936-1939) vues au travers la presse libertaire*, Lyon, ACL

Lebon Francis, Lescure (de) Emmanuel (éds.), 2016*, L’éducation populaire au tournant*

*du XXIe siècle.* Vulaines-sur-Seine, Editions du croquant

Lenoir Hugues, 2014, *Autogestion pédagogique et Education populaire*, Saint-Georges-d’Oléron, Éditions libertaires

Lenoir Hugues, 2015, *Une AMAP dans le 9-3, Apprendre en faisant, Une expérience d’éducation populaire informelle en milieu libertaire,* Saint-Georges-d’Oléron, Éditions libertaires

Manfredonia Gaetano, 1998, *L’Individualisme anarchiste en France (1880-1914),* Thèse de doctorat, Paris, IEP.

Marinone Isabelle, 2020, « Cinéma du Peuple », in *Encyclopédie anarchiste*, mis en ligne le 15 avril 2020, https://www.encyclopedie-anarchiste.xyz

Marker Chris, 1973, *LIP :  puisqu’on vous dit que c’est possible*, DVD, Ivry sur Seine, Iskra

Mercier Lucien, 1986, *Les Universités populaires 1899-1914*, Paris, Editions ouvrières

Peyraut Yves, 1991, *Radio libertaire, la voix sans maître*, Paris, Editions du Monde libertaire

Poujol Geneviève, 2000, « L’éducation populaire au tournant des années soixante-dix. L’effet soixante-huit ? », in Geneviève Poujol, *Éducation populaire : le tournant des années 70*. Paris, L’Harmattan

Pelloutier Fernand, 1898, Le musée du Travail, *L'ouvrier des deux mondes* (1er avril) réédité par Lecercle J.-P., 2002, dans L'Art et la Révolte, Paris, Editions Place d'armes

Richard Jean-Claude, 2022, *Les consommateurs ouvrent leurs épiceries,* Saint-Georges-d’Oléron, Editions libertaires

Hugues Lenoir, janvier 2023

**Résumé**

L’auteur du texte montre l’implication historique et contemporaine des anarchistes dans des activités d’Education populaire. Il s’appuie sur plusieurs expériences, les unes « historiques » comme le *Cinéma du peuple* dans les années 1910 ou celles menées par les militants de la CNT espagnole durant la Révolution sociale (1936-1939). Les autres d’actualité comme Radio libertaire ou les coopératives de consommation autogérées de Saint-Denis. Il plaide enfin pour un renouveau militant de l’Education populaire émancipatrice.

**Mots clés**

Université populaire, autogestion, émancipation, transformation, Fédération anarchiste

1. « Subventionnisme » entre guillemets en partie remplacés aujourd’hui par des marchés publics et la mise en concurrence… [↑](#footnote-ref-2)
2. Art de Delavaux C.,Éducation populaire, une utopie d’avenir, Peuple et culture, un humanisme radical,

p. 139, in Collectif, 2012, *Education populaire, une utopie d’avenir*. Barcelone, LLL/Horschamp. [↑](#footnote-ref-3)
3. Fernand Pelloutier, 1898, « Le musée du Travail, L'ouvrier des deux mondes (1er avril) »réédité par Le cercleJ.-P.,2002*,* in *L'Art et la Révolte*, Paris, Éditions Place d'armes, p. 91. [↑](#footnote-ref-4)
4. Charles Schaeffer en 1894 cité par Mercier Lucien, 1986, *Les Universités populaires 1899-1914*, Paris, Ed. ouvrières. [↑](#footnote-ref-5)
5. Pour plus de détail se reporter à Hugues Lenoir, 2016, *Actualité des Universités populaires in* Lebon F. et Lescure (de) E., (dir.), *L’éducation populaire au tournant du XXIe siècle*. Vulaines-sur-Seine, Éditions du croquant, pp. 155-169. [↑](#footnote-ref-6)
6. Cette affirmation de Reclus est aujourd’hui multiréférencée et appartient au patrimoine commun des anarchistes. [↑](#footnote-ref-7)
7. Voir l’article de Isabelle Marinone « Cinéma du Peuple », mis en ligne le 15 avril 2020, https://www.encyclopedie-anarchiste.xyz [↑](#footnote-ref-8)
8. Militant révolutionnaire socialiste, Yves-Marie Bidamant est l’ancien secrétaire du syndicat des Cheminots. [↑](#footnote-ref-9)
9. Militant anarchiste, anti-militariste et néo-malthusien, fondateur du futur Office régional du Cinéma Educateur de Lyon. [↑](#footnote-ref-10)
10. Chansonnier libertaire, et fondateur en 1912 du Groupe libre de propagande et d’éducation par le théâtre et la chanson. [↑](#footnote-ref-11)
11. Bidamant Yves-Marie, « Pourquoi un Cinéma du Peuple ? », Paris, Le Libertaire, 20 septembre 1913, cité par Isabelle Marinone, *Ibid.*  [↑](#footnote-ref-12)
12. *Ibid.* [↑](#footnote-ref-13)
13. Voir leurs biographies sur le site du Maitron des anarchiste en ligne : <https://maitron.fr/spip.php?mot28> [↑](#footnote-ref-14)
14. Manfredonia Gaetano, (1998), *Libertad et le mouvement des Causeries populaires,* La Question sociale, Bogny-sur- Meuse, p.18. Extrait de sa thèse : *L’Individualisme anarchiste en France (1880-1914),* IEP, Paris, 1994. [↑](#footnote-ref-15)
15. Radio libertaire 89.4 Mhz sur la FM ou [https://radio-libertaire.org](https://radio-libertaire.org/) [↑](#footnote-ref-16)
16. Froidevaux Michel, 2022, *Les Avatars de l’anarchisme, la révolution et la guerre en Catalogne (1936-1939) vues au travers la presse libertaire*, Lyon, ACL, p.107. [↑](#footnote-ref-17)
17. Cité, Ibid., p.107. [↑](#footnote-ref-18)
18. Voir grille des programmes sur le site de radio libertaire [↑](#footnote-ref-19)
19. Pour en savoir plus sur ce mouvement  <https://www.encyclopedieanarchiste.xyz/spip.php?rubrique68>, : article Esperanto [↑](#footnote-ref-20)
20. <https://trousnoirs-radio-libertaire.org/sons/534_12sept2022.mp3> [↑](#footnote-ref-21)
21. Pour étayer cette affirmation se reporter à [De la promotion sociale à la promotion de soi ?](https://hugueslenoir.fr/de-la-promotion-sociale-a-la-promotion-de-soi/) sur [https://hugueslenoir.fr](https://hugueslenoir.fr/) [↑](#footnote-ref-22)